



attac

Le Courriel d'information

n°358 – Vendredi 30 août 2002

SPECIAL JO'BURG - 2

Dans ce numéro

Spécial Jo'burg 1 Vous retrouverez le premier numéro spécial dans le Grain de sable 356 : Des juges de haut niveau pour renforcer la mise en application de la loi sur l'environnement (Par Service d'information sur l'environnement) - Le "Développement Durable" et la Pantomime Public-Privé (Par Corporate Europe Observatory) - Un Sommet mal parti (Par Gérard Surdez) - De Río à Johannesburg (Par ECHLA)

1. Sommet de la Terre ou Salon commercial? (Par Friends of the Earth)

Ce document officiel d'accord bilatéral sur « la Globalisation, les Échanges et la Finance » entre les EU et l'UE appelle les pays à suivre intégralement le programme de Doha de l'OMC sur la libéralisation des échanges, mais ne propose que des mécanismes volontaires à propos de la protection de l'environnement.

2. S.O.S. (Par Eduardo Galeano)

Les forêts sont dévastées, la terre se désertifie, les cours d'eau sont pollués, les calottes glaciaires des pôles et les neiges que l'on croyait éternelles fondent allègrement. Dans beaucoup d'endroits il ne pleut plus et dans beaucoup d'autres des déluges s'abattent sans crier gare. Le climat mondial devient fou.

3. Pas de développement durable sans redistribution des terres (Par Bérangère Cagnat)

Pour Paul Nicholson de l'organisation Via Campesina, venue pour l'occasion et pour la première fois prêter main forte au jeune mouvement des sans-terre sud-africains, le constat est clair : "Ce sommet sur le développement durable est d'ores et déjà un échec". D'ailleurs, estime-t-il, "Il serait plus juste de parler de Doha + 10 que de Rio + 10, c'est un sommet de plus qui ne fera qu'entériner le règne du libre-échange."

4. Le Sommet mondial du développement durable (Par Agnès Sinaï)

En revanche, le débridage du commerce, de la libéralisation des échanges, l'ouverture des marchés et l'accroissement sans fin de la productivité sont présentés comme les instruments majeurs de la mise en oeuvre du développement durable.

5. Pour les syndicats, trois piliers pour un développement durable (Par Lucien Royer)

Même si le Fonds Mondial pour l'Environnement peut conserver en première approche sa polarisation environnementale, dans la pratique ses programmes doivent être définis de telle façon qu'ils aillent de pair avec le but de couvrir les questions de la pauvreté, de l'exclusion sociale et de l'emploi des femmes, des jeunes et des groupes en difficulté.

6. A l'ombre de Doha (Par Gérard Surdez)

"Le Sommet de Johannesburg fournira une scène médiatique mondialisée à un grand nombre d'éléments parmi les plus irresponsables et les plus négatifs engagés dans la critique de matières économiques et environnementales internationales. Votre présence ne servirait qu'à populariser et rendre plus crédibles les divers programmes anti-occidentaux, anti-mondialistes, dirigés contre la liberté et contre les individus" ExxonMobil félicitant Georges Bush, Président des Etats-Unis, après qu'il a décidé de ne pas aller à Johannesburg.

Sommet de la Terre ou Salon commercial ?

Par Friends of the Earth

Traduction. Thomas Nesme et Gillian Sloane-Seale. Traducteurs bénévoles

coordinatrad@attac.org

Amis de la Terre condamnent les tactiques de voyous des États Unis ou de l'Union Européenne à Johannesburg

Au premier jour des négociations du Sommet de la Terre de Johannesburg, les Amis de la Terre blâment les États Unis (EU) et l'Union Européenne (UE) pour utilisation de tactiques d'intimidation afin de promouvoir leur programme de



attac

libre? échange au dépend de la protection de l'environnement, de la lutte contre la pauvreté et du développement durable ; trois thèmes qui devraient être les priorités du Sommet de la Terre.

Les organisations non gouvernementales présentes au sommet de Johannesburg ont eu en main aujourd'hui un document secret de négociations bilatérales entre les EU et l'UE. Ce document préconise l'utilisation du Sommet de la Terre pour promouvoir la libéralisation des échanges en oubliant complètement de proposer des mécanismes exécutoires de protection de l'environnement ou des communautés vulnérables.

Les Amis de la Terre ont demandé au Président de l'Afrique du Sud Thabo Mbeki, président officiel du Sommet de la Terre, de résister à ces tactiques brutales et de faire en sorte que les processus de négociation soient transparents et honnêtes.

Le Sommet de la Terre est la seule opportunité pour que tous les pays du monde se mettent d'accord sur une base commune et discutent des problèmes graves et urgents que sont la dégradation de l'environnement ou la croissance de la pauvreté et des inégalités. L'attitude de l'UE et des EU va décevoir de nombreux autres pays, en particulier les pays en voie de développement (PVD) qui ne verront en ces propositions qu'une tentative de détourner les critiques portées contre les premiers à propos de leur incapacité à mettre en application ce qui avait été décidé au Sommet de la Terre de 1992 à Rio.

Ce document officieux d'accord bilatéral sur « la Globalisation, les Échanges et la Finance » entre les EU et l'UE appelle les pays à suivre intégralement le programme de Doha de l'OMC sur la libéralisation des échanges, mais ne propose que des mécanismes volontaires à propos de la protection de l'environnement.

Le directeur des Amis de la Terre, Charles Secrett, a déclaré : « Ce document prouve que les EU et l'UE vont sacrifier l'environnement et les besoins des pays pauvres à leur seul programme égoïste de libre-échange. Leurs positions contenues dans le document « Globalisation, Échanges et Finance » conduiront à un profond fossé entre le Nord et le Sud. Aucune règle exécutoire n'est proposée pour contrôler les sociétés prédatrices. Tout renvoie à des accords d'affaires volontaires et à l'expansion des marchés. Les EU et l'UE devraient utiliser leur pouvoir économique et politique pour mettre en avant des solutions sincères de développement faisant face aux problèmes

environnementaux et de pauvreté. Tel que cela se présente, ce document n'est que la mainmise de l'OMC sur le Sommet de la Terre. Il est impératif que le Président Mbeki s'oppose aux EU et à l'UE et protège les intérêts de l'environnement et des PVD. »

Sommet de la Terre ou Salon Commercial ?

Les Amis de la Terre ont montré que l'intense lobbying mené par les EU et l'UE au Sommet de la Terre a conduit les politiques de libre? échange à prendre le pas sur les questions sérieuses de pauvreté ou d'environnement. Les pays développés ont envoyé en grand nombre leurs négociateurs commerciaux au Sommet alors que la plupart des PVD n'y ont dépêché que des experts de l'environnement ou du développement.

Les accusations parviennent alors que les leaders d'affaires mettent en avant, lors de ce Sommet, des accords de partenariat qui, selon eux, favoriseront le développement durable. Mais les Amis de la Terre craignent que ces partenariats ne soient, comme d'habitude, qu'une couverture pour les échanges commerciaux, à moins que des règles de responsabilité strictes relatives aux entreprises soient introduites pour protéger l'environnement et les populations. Le pouvoir des multinationales a grandement progressé depuis le dernier Sommet à Rio, sans qu'aucun bénéfice n'apparaisse pour les plus pauvres du monde et tandis qu'un fossé toujours plus grand se creuse entre ceux qui ont et ceux qui n'ont rien.

Les Nations Unies ont averti que si nous ne prenons à bras le corps le problème de la pauvreté et de la dégradation de l'environnement, le monde deviendra de plus en plus instable, avec des risques augmentés de voir se développer le terrorisme international. Les EU ainsi que le Canada et l'Australie luttent justement ensemble pour contrer ces problèmes.

Les Amis de la Terre ont un certain nombre d'experts à Johannesburg à la recherche des progrès accomplis. Nous avons également lancé un site Internet, www.radioearthsummit.org, qui fournit des reportages journaliers sur les pourparlers et donne des exemples de dégâts des multinationales sur l'environnement et la santé humaine.

Tony Juniper, vice-président des Amis de la Terre International a déclaré : « Le Sommet de la Terre doit mettre la priorité sur les actions contre la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Alors que les pays riches font avancer la mise en place du programme de libre? échange de l'OMC



attac

contre l'évidence selon laquelle les règles d'échanges commerciales actuelles sont responsables des nombreux problèmes que nous connaissons. Ce Sommet a véritablement besoin d'une volonté politique s'il ne veut pas échouer. Tony Blair doit s'y rendre rapidement et travailler avec les autres leaders pour remettre les discussions sur de bonnes voies. »

Ricardo Navarro, président des Amis de la Terre International, a annoncé : « les multinationales occidentales détruisent l'habitat des communautés du tiers monde. Si ces entreprises étaient aussi responsables qu'elles le prétendent ici à Johannesburg, elles devraient toutes signer une convention de responsabilité relative aux entreprises qui les rendraient légalement responsables de ces comportements irresponsables. »

Notes : les copies du document sont disponibles au bureau de presse des Amis de la Terre

Contact pour cet article. Friends of the Earth - 26-28 Underwood St. – LONDON - N1 7JQ - Tél : 020 7490 1555 - Fax : 020 7490 0881 - Imel : info@foe.co.uk - Site Internet : www.foe.co.uk

S.O.S.

Par Eduardo Galeano
Traduction. Alberto Chavarro. Traducteurs bénévoles coordinatrad@attac.org

Qui garde l'eau ? Le singe qui a le gourdin.

Le singe qui n'a pas d'armes meurt de soif. Cette leçon de la préhistoire ouvre le film "Odyssée de l'Espace", en 2001. En ce qui concerne l'Odyssée 2003, le président Bush a annoncé que les dépenses militaires seraient de l'ordre d'un milliard de dollars par jour. L'industrie de l'armement est le seul investissement digne de confiance. Dans le prochain Sommet de la Terre à Johannesburg ou dans n'importe quelle autre conférence internationale, ces arguments-là sont irréfutables.

Les puissances maîtresses de la planète ne peuvent pas raisonner en d'autres termes. Elles ont le pouvoir, un pouvoir génétiquement modifié, un Frankenpower géant qui abaisse la nature : lui seul a le droit d'encrasser l'air que l'on respire et de détruire l'habitat humain ; de qualifier d'erreurs les horreurs qu'il lui inflige, d'écraser tout ce qui contrarierait ses choix, il est sourd aux alarmes et casse tout ce qu'il touche.

Le niveau de la mer monte et les basses terres restent à jamais sous les eaux. Ceci ressemble à une métaphore sur le monde tel qu'il est, mais non...il s'agit d'une photographie du monde tel qu'il sera, d'après les prévisions des scientifiques consultés par les Nations Unies, dans un futur non lointain.

Pendant plus de deux décennies les prédictions des écologistes ne méritaient que plaisanteries ou silence. Or, les scientifiques avaient raison. Et même le président Bush, le 3 juin dernier, a dû admettre, pour la première fois, que l'on allait vers de graves catastrophes naturelles si le réchauffement global continuait de la sorte. C'est comme si le Vatican reconnaissait que Galilée ne s'était pas trompé, conclut le journaliste Bill McKibben. Mais personne n'est parfait car en même temps, Bush annonçait qu'au cours de 18 prochaines années, les Etats Unis allaient augmenter l'émission de gaz polluants de 43% ! Après tout, il préside un pays où il y a le plus grand nombre de machines-qui-bouffent-du-pétrole-en-crachant-du-poison : plus de deux cent millions de voitures et encore heureux que les bébés ne conduisent pas.

La politique énergétique des maîtres du monde est dictée par les affaires terrestres, qui, paraît-il, obéissent aux desseins célestes. Enron, qui a été l'un des principaux conseillers du gouvernement et le principal bailleur de fonds de Bush et de la plupart des sénateurs, décédée à la suite d'une crise de filouterie aiguë, en est un exemple. Le grand chef d'Enron, Kenneth Lay, disait habituellement : "Je crois en Dieu et au marché". Et la devise de celui qui l'a précédé était : "Nous sommes du côté des anges".

En 1695, Luis Alfonso de Carvallo, un moine espagnol écrivait : "La nature est déjà très fatiguée". Que dirait-il maintenant ?

Une grande partie de la géographie espagnole a une allure désertique. La terre s'en va ; et plus vite que l'on ne l'imagine on verra du sable rentrer par les fentes des fenêtres. Il ne reste plus que le 15% du bois méditerranéen. Il y a cent ans à peine, la forêt couvrait la moitié de l'Ethiopie, aujourd'hui c'est un vaste désert. L'Amazonie brésilienne a perdu des forêts équivalentes à la surface de la France. Et bientôt, au rythme actuel, dans l'Amérique Centrale on pourra compter les arbres, toutes proportions gardées, avec les doigts de la main.

Les paysans mexicains abandonnent leur campagne et souvent leur pays à cause de l'érosion, et la dégradation des terres de par le



attac

monde signifie plus de fertilisants et de pesticides. D'après l'Organisation Mondiale de la Santé, ces "aides" chimiques tuent trois millions d'agriculteurs par an.

Les forêts sont dévastées, la terre se désertifie, les cours d'eau sont pollués, les calottes glaciaires des pôles et les neiges que l'on croyait éternelles fondent allègrement. Dans beaucoup d'endroits il ne pleut plus et dans beaucoup d'autres des déluges s'abattent sans crier gare. Le climat mondial devient fou.

Le pouvoir hausse les épaules : lorsque cette planète ne soit plus rentable ils iront sur une autre.

Ainsi va le monde, la beauté est belle si on peut la vendre et la justice est juste si on peut l'acheter. La planète est en train d'être assassinée par nos modes de vie, nous sommes paralysés par de machines créées pour accélérer le mouvement et nous errons isolés dans de villes nées pour nous rencontrer.

Eduardo Galeano.
Contact pour cet article. journal@attac.org

Pas de développement durable sans redistribution des terres

Par Bérangère Cagnat

C'est dans la plus grande confidentialité que s'est tenue la première conférence de presse organisée conjointement par le LPM et l'organisation paysanne internationale Via Campesina. Seule une petite quinzaine de journalistes s'était déplacée pour l'occasion jusqu'à leur campement à Shareworld, pourtant situé à quelques centaines de mètres seulement du NASREC où se trouve rassemblée la société civile. Et pour cause, loin du luxueux centre commercial de Sandton, théâtre de la très officielle conférence de l'ONU, ou des allées du parc des expositions du NASREC où sont cantonnées les ONG dûment accréditées, c'est dans un parc d'attraction désaffecté que le mouvement des sans-terre a décidé d'établir son quartier général pour toute la durée du sommet.

Pour s'y rendre, seuls quelques panneaux faits à la va-vite sur des bouts de carton balisent la route à emprunter, et une fois sur place un simple drapeau rouge frappe des initiales du mouvement indique le campement. Des piscines, cinémas et autres théâtres qu'abritait autrefois le complexe de Shareworld - un parc d'attraction réservé aux habitants de Soweto - il ne reste plus que les deux bâtiments principaux, passablement

délabrés mais suffisamment solides pour accueillir les quelques cinq mille militants du LPM venus des neuf provinces que compte l'Afrique du Sud. Ici, pas de salles de conférences ni de stands propres, mais de simples tentes et un amphithéâtre de fortune où se déroulent les meetings et autres assemblées constitutives du mouvement.

Comment négocier avec les multinationales ?

Lorsqu'il explique pourquoi ils ont choisi ce lieu, Mangaliso Kubhika, membre fondateur et coordinateur national par interim du LPM ne mache pas ses mots : "Pour entrer dans l'enceinte du NASREC et participer aux conférences des ONG, on nous demande de payer 150 Rands par personne (environs 16 euros), une somme qu'il nous est impossible de trouver. De plus, nous ne voulions pas avoir à côtoyer des gens qui négocient main dans la main avec un gouvernement contre lequel nous luttons".

Pour Paul Nicholson de l'organisation Via Campesina, venue pour l'occasion et pour la première fois prêter main forte au jeune mouvement des sans-terre sud-africains, le constat est clair : "Ce sommet sur le développement durable est d'ores et déjà un échec". D'ailleurs, estime-t-il, "Il serait plus juste de parler de Doha + 10 que de Rio + 10, c'est un sommet de plus qui ne fera qu'entériner le règne du libre-échange. Quant au dialogue social que les Nations Unies essaient d'instaurer depuis quelques années, nous le rejetons, car nous considérons qu'il est totalement impossible de négocier avec les multinationales".

Reste que, malgré les intimidations répétées dont de nombreux membres du LPM se plaignent d'être la cible et des arrestations qui ont émaillé la première manifestation organisée le jeudi 22 août à Johannesburg (la plupart des militants ont aujourd'hui été libérés), la détermination des militants reste entière pour la marche pacifique sur Sandton prévue pour le samedi 31 août. "Notre lutte s'inscrit dans le cadre de la nouvelle constitution sud-africaine, rappelle une militante, et notre but est simple : nous voulons seulement porter nos doléances devant notre président Thabo Mbeki et Kofi Annan. Nous sommes prêts à tout pour cela". Rendez-vous est donc pris pour le samedi 31 août.

Berangere Cagnat
Contact pour cet article. berange@hotmail.com

Article publié en collaboration avec le site www.mediasol.org « Le portail de l'économie



attac

solidaire » qui a organisé une couverture quotidienne du Sommet.

Le Sommet mondial du développement durable

Par Agnès Sinaï

Le titre IX du Plan d'action est actuellement en négociation, quelque part dans l'enceinte du Sommet, derrière les portes closes de green-rooms qui en rappellent singulièrement d'autres. Ce titre IX traite globalement de la mise en oeuvre de l'agenda 21. Mais l'abondement du principal instrument de financement institué à Rio pour financer cette mise en oeuvre, le GEF (Global Environment Facility), reste entre crochets. En revanche, le débridage du commerce, de la libéralisation des échanges, l'ouverture des marchés et l'accroissement sans fin de la productivité sont présentés comme les instruments majeurs de la mise en oeuvre du développement durable.

D'où la formidable perversion du sens de ces négociations : le sommet de Johannesburg, prétendument Sommet mondial du développement durable, se place lui-même sous l'égide de l'OMC. La reconnaissance des résultats de la conférence de Doha y est présentée comme l'impératif catégorique de l'achèvement du développement... durable. Ainsi est invoqué "le rôle majeur que le commerce peut jouer dans la réalisation du développement durable et la lutte contre la pauvreté" (paragraphe 81) et, dans le texte de compromis qui circule sous le manteau, proposé par le négociateur caribéen John Ashe, la nécessaire levée des obstacles aux investissements, qui, en l'état, préfigurerait un nouvel accord sur les investissements.

A suivre.

Parmi d'autres points encore en discussion – donc les plus importants et les plus politiquement sensibles – figurent les paragraphes 23 et 36. Le paragraphe 23 contient la référence au principe de précaution de Rio, déjà transcrit dans de nombreuses législations nationales. Or, lundi 26 aout, un représentant de la Commission européenne a indiqué que les re-formulations actuelles de ce paragraphe abandonneraient la référence au principe de précaution pour la remplacer par des "évaluations d'impact de soutenabilité" !

De l'art de réduire un principe fondamental à une simple méthodologie.

Le paragraphe 36 est la référence au Protocole de Kyoto. Derechef, quelques négociations secrètes tendraient à éliminer cette référence sous la pression des Etats-Unis, notamment en poussant les Russes à déclarer que non, en fin de compte, tout bien réfléchi, ils renoncent à ratifier le Protocole de Kyoto. Ce qui signifierait la mort de ce Protocole puisque USA + Russie constituent une minorité de blocage à la ratification.

Agnès Sinaï - Le Monde diplomatique
Contact pour cet article. asinai@wanadoo.fr
Article publié en collaboration avec le site www.mediasol.org « Le portail de l'économie solidaire » qui a organisé une couverture quotidienne du Sommet.

Pour les syndicats, trois piliers pour un développement durable

Par Lucien Royer
Traduction. Raphaël Cariou. Traducteurs bénévoles coordintrad@attac.org

Dans leur prise de contact avec les négociateurs gouvernementaux du Sommet Mondial sur le Développement Durable (SMDD), les syndicats ont réagi très vite à l'annonce encourageante selon laquelle 32 pays ont contribué à renflouer le Fonds Mondial pour l'Environnement (FME) (ou GEF -Global Environment Facility-) par un avenant de 3 milliards de dollars, un montant sans précédent, ce qui donne un signal de départ fort pour le sommet de Johannesburg.

Par ce renflouement, les régions et les organisations auront une capacité significativement accrue à mettre en oeuvre les décisions "environnementales" du SMDD. Cependant les syndicats avertissent que les dépenses imputées au FME pourraient amplifier les erreurs de Rio 92, si elles n'appuient pas les programmes institutionnels aux piliers sociaux et économiques d'un développement durable.

Le renflouement du FME projette une perspective neuve qui fera du Fond une clef du développement durable au sens le plus large, affirment-ils, invitant les gouvernements du SMDD à suivre le texte du Plan d'action sur lequel ils se sont déjà mis d'accord en Indonésie au mois de juin dernier, texte qui appelle à intégrer le principe des trois piliers du développement durable, à éradiquer la pauvreté, ainsi qu'à prendre des décisions sur les inégalités flagrantes qui depuis Rio 92 ont nuit au développement durable.



attac

On s'attend à ce qu'une représentation syndicale de plus de 300 membres participe aux délibérations du SMDD à la fin du mois, délégués par la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CIOSL) [connu aussi comme ICFTU], la Commission Syndicale Consultative auprès de l'OCDE (TUAC) et la Fédération International des Syndicats (GUF). Les délégués syndicaux ont déclaré comme non fondées les annonces selon lesquelles les questions de pauvreté seront en toute bonne logique intégrées aux nouvelles ressources du FME, dans la mesure où aucune décision concrète n'a été mise en place pour garantir ce résultat. Ils disent :

La mise en œuvre adéquate de la dimension sociale demande de NOUVEAUX LIENS INSTITUTIONNELS AVEC LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT). A contrario des piliers économiques et environnementaux, dont chacun voit sa mise en œuvre suivie par des entités intergouvernementales, le pilier social est encore orphelin. Lors du SMDD, les syndicats pousseront aussi les gouvernements à inclure la nouvelle "COMMISSION INTERNATIONALE SUR LA DIMENSION SOCIALE DE LA MONDIALISATION" dans le contexte du SMDD, afin qu'elle aide au suivi des programmes de développement durable au cours de la prochaine décennie.

UNE PLUS GRANDE COOPERATION ENTRE L'OMT, LE PROGRAMME ENVIRONNEMENTAL DES NATIONS UNIES (UNEP), L'OMS et le FME est un pré requis, du fait que le SMDD accorde une nature particulière au trinôme "pauvreté / santé / environnement" et parce qu'on a besoin d'un plan stratégique entre les différents secteurs qui soit aussi couplé à un support financier. Ces organismes doivent recevoir pour mandat explicite de coopérer à des actions conjointes au cours de la période post-SMDD, pour garantir l'intégration des trois piliers à leur plan d'action respectif.

L'EMPLOI, LES STRATÉGIES SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL et LEUR MISE EN OEUVRE SOCIALE doivent être mis sous contrôle radar par le FME. Même si le FME peut conserver en première approche sa polarisation environnementale, dans la pratique ses programmes doivent être définis de telle façon qu'ils aillent de pair avec le but de couvrir les questions de la pauvreté, de l'exclusion sociale et de l'emploi des femmes, des jeunes et des groupes en difficulté.

Les syndicats, dans leur communiqué aux négociateurs de SMDD, ont incité les gouvernements à lancer le développement "d'études sur les impacts durables" pour remédier

à la segmentation des études d'impact entre "protection de l'environnement" et "développement économique" comme c'est le cas dans l'approche actuelle. Ils ont aussi déclaré que si le FME est plus impliqué dans les travaux de recherche et développement, on pourrait accéder à une meilleure compréhension des effets sociaux des facteurs de changement, et on pourrait planifier de manière globale les chantiers environnementaux.

Les syndicats ont déclaré que le FME pourrait jouer un rôle de catalyseur dans la mise en place d'indicateurs sociaux et d'indicateurs d'emploi. Il aurait l'occasion de les promouvoir dans les rapports nationaux sur l'environnement et au cours des revues croisées sur l'avancée des travaux. Ceci aurait, disent-ils, un effet à long terme sur la manière d'identifier les décisions caractérisant une "transition adéquate", ce qui permettrait de s'inquiéter des effets des facteurs de changement sur les secteurs les plus fragiles de la société, au cours de la décennie à venir.

DECLARATION POLITIQUE POUR LE SMDD

LES SYNDICATS DEMANDENT AUX NEGOTIATEURS DU SMDD D'AIDER A CE QUE LE NOUVAU FME DE PLUSIEURS MILLIARD DE DOLLARS SOIT POSITIONNER SUR LA STRATEGIE DES "TROIS PILIERS"

- Paris, samedi 10 août 2002

Les syndicats suggèrent d'inclure le texte suivant à une éventuelle Déclaration politique par le SMDD.

Ils incitent à ce qu'elle se lise ainsi :

"Nous établissons cet accord dans la perspective que la gestion des écosystèmes se fasse avec une approche intégrée pour encourager une plus grande cohérence internationale. Pour ce qui tient à la dimension sociale des développements durables, nous appelons tout gouvernement à ratifier et à mettre en œuvre jusqu'à terme les Instruments internationaux pour lesquels un accord existe déjà. Ce sont les instruments qui couvrent les questions d'inégalité sociale, de pauvreté et de manque d'accès aux ressources, services et emploi, en particulier les instruments adopter par l'Organisation International du Travail et par d'autres entités intergouvernementales. Nous nous engageons de même à travailler avec la Commission Internationale sur la Dimension Sociale de la Mondialisation pour que les dimensions sociales résultant du SMDD soient mise en œuvre."



attac

Le document des syndicats "FASHIONING A NEW DEAL" pour le SMDD peut être demandé en anglais, en français ou en espagnol.

Contact pour cet article. Lucien Royer - ICFTU/TUAC - 26 av. De La Grande Armée - 75017 Paris - +33 (1) 55 37 37 37 standard - +33 (1) 55 37 37 34 ligne direct - +33 (1) 47 54 98 28 fax - LRoyer@Compuserve.com

A l'ombre de Doha

Par Gérard Surdez

Le Président Sud-africain Thabo Mbeki a réuni mi-Juillet à New-York les représentants de 27 pays (dont la France) pour étudier comment sortir de l'impasse toute une série de sujets qui menacent le Sommet de Johannesburg. : principe de précaution, le concept de responsabilité commune mais différenciée, la finance et le commerce, la mondialisation, les transferts de technologie et la bonne gouvernance. Un accord de principe s'est fait jour pour ne pas rouvrir la discussion sur la Déclaration ministérielle de Doha, sur le Consensus de Monterrey portant sur le financement du développement ou sur la Déclaration et les Principes adoptés à Rio en 1992.

Pourtant de nombreuses différences continuent d'exister entre pays développés et PED allant de l'accès au marché et la réduction des subventions agricoles des pays de l'OCDE aux droits de propriété intellectuelle et au traitement spécial et différencié (TSP) à accorder aux PED dans le cadre d'un régime commercial multilatéral.

Les PED veulent placer le TSD dans la section "opérationnelle" du plan d'action qui doit résulter du Sommet. Les USA et les autres pays industrialisés veulent en maintenir toute référence à la partie introductive plus générale du document.

Au G8 de Juin dernier, ceux qui espéraient un ferme engagement aux objectifs du Sommet de Johannesburg ont été déçus. Dans la déclaration finale, les 8 ont insisté sur "l'importance de confirmer l'Agenda de Doha et le Consensus de Monterrey".

A - Les acteurs :

ONG et Transnationales :

Les groupes axés sur le développement et l'environnement et emmenés par FoE Int. ont

appelé les Etats à adopter un "cadre international légalement contraignant sur la responsabilité et le contrôle des multinationales". Le secteur privé, qui favorise "l'auto-régulation" par les entreprises elles-mêmes, résiste fortement à de telles pressions.

FoE GB a fait paraître le 16/08 une lettre émanant de sept think tanks US dont les fonds proviennent d' ExxonMobil. Dans cette lettre adressée à Bush, ils se félicitent de sa décision de ne pas participer personnellement au Sommet car "le Sommet de Johannesburg fournira une scène médiatique mondialisée à un grand nombre d'éléments parmi les plus irresponsables et les plus négatifs engagés dans la critique de matières économiques et environnementales internationales. Votre présence ne servirait qu'à populariser et rendre plus crédibles les divers programmes anti-occidentaux, anti-mondialistes, dirigés contre la liberté et contre les individus" Ils ajoutent que "le réchauffement global potentiel n'est pas le moindre des sujets environnementaux mondiaux et nous espérons que vos négociateurs à Johannesburg réussiront à le laisser à l'écart des débats et à l'abri de l'attention des médias".

800 hommes d'affaires discuteront le 1er Septembre du développement durable et "présenteront l'articulation des milieux d'affaires aux thèmes centraux qui formeront le programme du Sommet.

Le Groupe danois 92 a protesté contre l'influence des milieux d'affaires au Sommet. Il a déclaré le 31 août "Jour d'Action Mondial contre une ONU entre les mains des entreprises". Les manifestations qu'elle organise en Afrique du Sud et ailleurs ont pour but de "montrer comment les multinationales utilisent le Sommet pour se présenter comme "un élément de la solution et non pas le problème".

Un Forum Mondial de la Société Civile se tiendra du 19 août au 4 septembre, à côté de 500 autres manifestations..

Beaucoup d'ONG concentrent leurs efforts à s'assurer que les préoccupations de développement durable dans le Plan de mise en œuvre du Sommet ne sera pas dilué dans un texte appelant au libre-échange et au marché, comme les USA et les autres nations industrialisées semblent l'orienter.

L'ECO-Equity Coalition (qui regroupe Consumers International, le Groupe danois 92, FoE, Greenpeace, l'Alliance du Nord pour la soutenabilité, Oxfam et WWF) critique les



attac

références à l'OMC et les précautions de langage pour parler des changements climatiques et du principe de précaution. Elle appelle les Etats à s'assurer que les négociations inscrites dans le mandat de Doha reflètent les résultats d'évaluation de la soutenabilité quant aux effets de la libéralisation en cours du commerce sur les pauvres et l'environnement. "Il faut faire un effort particulier pour renforcer les institutions internationales qui peuvent contre balancer de façon efficace les effets négatifs de la libéralisation économique et des négociations commerciales à l'OMC sur le plan social, environnemental et du développement"

Pour Mark Hall, (IISD) a déclaré que, bien qu'il apparaisse improbable que ce Sommet modifiera en quoi que ce soit le cours des négociations de Doha à l'OMC, il pourrait bien faciliter des progrès sur les sujets d'environnement à l'OMC, en particulier au sujet des discussions devant éviter des conflits entre le système commercial multilatéral et les accords multilatéraux environnementaux (AME). Les ONG "ont besoin d'établir des liens avec les ministres nationaux de l'environnement afin d'établir une institution organisée destinée à soutenir les projets environnementaux au sein de l'OMC"

L'Organisation féminine pour le développement et l'environnement a publié une Analyse du projet de plan de mise en pratique du Sommet en matière de Genre. (en anglais) : http://wedo.org/sus_dev/analysis.htm

Le Plan de l'UE :

Préparé par les ministres de l'Environnement de l'UE. Les efforts de l'UE porteront sur l'engagement d'augmenter de 15 % d'ici 2010 la fourniture d'énergie renouvelable, de renverser le déficit en biodiversité et l'effondrement du stock halieutique d'ici 2015, de réduire de 50 % le nombre de personnes sans eau ni sanitaire d'ici 2015 et de développer un programme de 10 ans pour orienter la consommation et la production vers des modèles plus soutenables. Si le Sommet ne débouchait pas sur un plan d'action clairement défini et comportant des échéances, les PED seraient probablement moins qu'enthousiastes à soutenir le round commercial lancé à Doha, a prédit Poul Nielsen, Commissaire au Développement de l'UE.

B – Les enjeux :

Le Projet de Plan de Mise en œuvre :

Les dispositions du projet traitant du commerce se concentrent largement sur les engagements déjà pris à Doha faisant de sa lecture "une réaffirmation de la Déclaration Ministérielle de l'OMC à Doha" déclaration de CIEL). Pour CIEL, ce rappel est inapproprié, tous les participants au Sommet n'étant pas membres de l'OMC

Mondialisation : Les USA mettent l'accent sur ses aspects positifs. L'UE a souligné les préoccupations largement répandues au sujet des implications de la mondialisation en matière environnementale, économique et sociale. Les PED et les pays en transition insistent sur les difficultés qu'ils rencontrent pour s'adapter aux défis et aux opportunités de la mondialisation

Moyens de mise en œuvre : L'UE a fait quelques efforts pour aller au-delà de ce qui avait été convenu à Doha, mais rechigne à en rouvrir les documents. Les PED concentrent leur attention à obtenir une augmentation des fonds et de l'accès au marché comme moyen de financer la mise en œuvre des engagements contenus dans le projet.

Biodiversité : La plus grande partie du texte a déjà été acceptée. Un des paragraphes encore en suspens inclut une proposition des PED de négocier "un régime international pour promouvoir et sauvegarder effectivement un partage honnête et équitable des bénéfices découlant de l'utilisation de la biodiversité et de ses composants". Il apparaît toutefois peu probable que cette disposition soit reprise dans le document final étant donné la forte résistance des USA, de l'UE et de quelques PED.

Santé : Le projet contient deux versions différentes. La première appelle les Etats à "mettre en application l'Accord OMC/Adpics"; la seconde s'axe sur la nécessité de faire face aux problèmes de santé publique, notamment par la réaffirmation du droit des Membres de l'OMC d'utiliser la souplesse autorisée par l'Accord Adpics.

Certains ont observé que la première formulation va à l'encontre de l'esprit de la déclaration de Doha sur l'Adpics et la Santé Publique, dans laquelle il est convenu que "l'Accord Adpics ne devrait pas empêcher les Etats de prendre les mesures nécessaires pour la protection de la santé publique". Cette version pourrait saper les efforts des PED pour obtenir une suspension de certaines obligations de l'Adpics, un moratoire devant l'ORD ou une extension de la période transitoire. Les USA s'étaient efforcés de réduire le champ de la déclaration de Doha aux "crises de santé publique" alors que les PED avaient



attac

demandé des "mesures pour protéger la santé publique".

Agriculture : Réaffirmation de la Déclaration Ministérielle de Doha sur l'amélioration de l'accès au marché, la réduction des subventions à l'export et l'aide interne modifiant les règles commerciales. CIEL a demandé que références aux problèmes non commerciaux comme l'environnement ou le social viennent rééquilibrer ces notions, ce qui nécessite leur prise en compte lors des réductions des aides internes

Relations entre les Accords Multilatéraux Environnementaux (AME) et l'OMC : Les versions

à ce sujet se sont révélées un des principaux points litigieux à la Réunion Préparatoire de Bali. Un grand nombre de groupes de la société civile se sont montrés préoccupés par le fait que les discussions soient restreintes à l'OMC; ils demandent qu'une version sans ambiguïté soit introduite dans le projet du Sommet et notamment que déclaration soit faite que les mesures commerciales prises sous les AME soient supposés en accord avec les règles de l'OMC.

Gérard Surdez.

Contact pour cet article omc.marseille@attac.org

(*) coordinat@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.